

**Les Echos**  
Vendredi 23 octobre 2009

**SOCIAL**

Occupée depuis dix jours par des sans-papiers, la FNTP (travaux publics) a évacué son personnel hier et gelé les négociations paritaires de branche, critiquant le rôle de la CGT.

## Mouvement des sans-papiers : le patronat critique la stratégie de la CGT

Le mouvement des salariés sans papiers a gagné en visibilité, hier, avec l'évacuation des salariés de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) de leurs locaux, occupés depuis le 12 octobre. « *Une première pour une organisation patronale* », en réponse à « *une atteinte à une liberté publique fondamentale, celle de la liberté syndicale* », s'est ému Patrick Bernasconi, prési-

dent de la FNTP, à l'occasion d'un point presse délocalisé à quelques centaines de mètres, contrôle de la carte de presse et service d'ordre à l'appui. Depuis la mi-octobre, des centaines de sans-papiers occupent plusieurs sites d'Ile-de-France, notamment dans les secteurs des travaux publics et de la propreté, où ils sont plus souvent employés, dénonçant « *l'arbitraire préfectoral* »

dans l'examen des dossiers de régularisation des salariés sans papiers (« Les Echos » du 19 octobre).

### « Je n'ai pas un double cerveau »

Le sujet prend du relief avec la position actuelle de Patrick Bernasconi, chef de file patronal de la délibération sociale sur la modernisation du dialogue social (instances représentatives du personnel, TPE, partage de la valeur, etc.). L'occupation de la FNTP s'effectue « *sous la revendication assumée de la CGT* », a critiqué Patrick Bernasconi et « *rend impossible, dans l'état, la poursuite d'un dialogue responsable* ». Dans l'at-

tente de la décision du tribunal de grande instance de Paris, lundi, d'ordonner ou non une évacuation des lieux, la FNTP a déjà décidé de suspendre les négociations paritaires dans la branche, ce qui concerne essentiellement celle sur l'emploi des seniors. Mais, au niveau national et interprofessionnel, « *je me pose des questions sur la façon dont je peux mener mon rôle. Je n'ai pas un double cerveau* », a prévenu Patrick Bernasconi. Le Medef est pour l'instant resté en retrait, publiant mercredi un communiqué pour « *faire part de son entière solidarité* » avec la FNTP, et renvoyant

**Les Echos**  
Vendredi 23 octobre 2009



**Depuis la mi-octobre, des centaines de sans-papiers occupent plusieurs sites d'Ile-de-France, notamment dans les secteurs des travaux publics.**

la question de l'harmonisation des règles de régularisation des sans-papiers « à l'entière responsabilité des pouvoirs publics ».

« Nous sommes dans un vrai conflit social et il faut en sortir en parlant social », plaide de son côté

Francine Blanche, secrétaire confédérale de la CGT en charge du dossier. Les cinq syndicats ont débuté hier des discussions au ministère de l'Immigration, avec un prochain rendez-vous fixé mardi.

VÉRONIQUE LE BILLON